Myria accuse le gouvernement d'avoir indûment réduit son financement

La Libre Belgique

Do. 12 Okt. 2017, Pagina 0

Myria, le Centre fédéral Migration, a envoyé hier un dossier au parlement fédéral, dans lequel l'organisme public autonome explique avoir vu son financement indûment réduit ces dernières années, rapporte l'Echo jeudi. L'organisme estime avoir été indûment privé, de 2015 à 2017, de 443.000 euros, après une coupe dans sa dotation fédérale décidée fin 2014 par le gouvernement Michel.

Selon le rapport envoyé à la Chambre, le gouvernement n'était pas en droit de réaliser cette coupe, au nom de l'indépendance de l'organisme. L'Inspection des Finances est sur la même ligne, note l'Echo. Par ailleurs, les autres organismes dépendant de la Chambre, comme le Médiateur fédéral, doivent fournir un "effort" d'économies bien moindre, accuse Myria. Conséquence: Myria doit couper dans ses activités, et "suit insuffisamment la problématique du retour, de l'éloignement et de la détention", par exemple. Le rapport pointe notamment la baisse du nombre de dossiers de lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains dans lesquels Myria peut se constituer partie civile, ou l'abandon de toute campagne d'information à l'attention du public. "Chacun peut comprendre que notre rôle ne peut être rempli de manière satisfaisante que si notre indépendance financière est pleinement respectée", stipule le directeur François De Smet dans le rapport. L'organisme se montre prêt à faire une croix sur les montants qu'il estime indûment économisés de 2015 à 2017, mais demande qu'il soit mis fin à la réduction récurrente de sa dotation à partir de 2018. (Belga)